



Clio. Femmes, Genre, Histoire

16 | 2002

L'Histoire des femmes en revues France-Europe

Le Mouvement Social

Patrick FRIDENSON



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/176>

DOI : 10.4000/clio.176

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2002

Pagination : 128-137

ISBN : 2-85816-641-2

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Patrick FRIDENSON, « *Le Mouvement Social* », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 16 | 2002, mis en ligne le 11 mars 2003, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/176> ; DOI : 10.4000/clio.176

Tous droits réservés

Le Mouvement Social

Patrick FRIDENSON

J'ai la faiblesse d'affirmer que parmi les revues françaises d'histoire *Le Mouvement Social* est la revue qui a publié le plus d'articles et de comptes rendus en matière d'histoire des femmes et du *gender*. Chacun peut le vérifier grâce à nos pages Web sur le site Internet du Dictionnaire créé par Jean Maitron. Elles comportent la table des matières complète de la revue depuis sa fondation en 1960.

Notre rédaction est extrêmement fière de ce résultat. Mais elle reconnaît qu'il a été difficile à atteindre.

Il tient d'abord à la composition de l'équipe fondatrice, trois femmes, trois hommes. C'était très rare à l'époque. De surcroît, Colette Chambelland, Denise Faubel-Rouif, Michelle Perrot ont été très vite rejointes par Annie Kriegel et Madeleine Rebérioux, puis par Rolande Treppe. Donc des femmes et quelles femmes ! Mais toutes étaient soit dans une position hiérarchique inférieure au sein de l'institution universitaire, soit à l'extérieur de celle-ci. C'était aussi le cas des hommes. Cette situation reflétait la place de l'histoire ouvrière en France à ce moment. Elle donnait aussi à la création de la revue le sens d'un acte militant, de la part d'hommes et de femmes qui avaient des expériences politiques ou syndicales.

Pourtant, il a fallu attendre dix-huit ans pour que la revue consacre un numéro entier à l'histoire des femmes. Ce numéro de 1978 a été notre meilleure vente historique. La demande était telle qu'il a fallu le réimprimer aussitôt. Les derniers exemplaires disponibles continuent à se vendre aujourd'hui. Pourquoi un tel délai ? Une de nos fondatrices, Michelle Perrot, a raconté dans les *Essais d'égo-histoire* comment, après avoir grim-

pé l'escalier d'Ernest Labrousse rue Claude Bernard pour s'inscrire en thèse de doctorat d'État avec lui, elle lui avait dit : « Monsieur, je voudrais travailler sur l'histoire des femmes ». Mais elle avait dû redescendre l'escalier ce jour de 1950 après qu'Ernest Labrousse lui eut répondu : « Madame, vous travaillerez sur l'histoire des grèves ». Ce type de blocage a pesé sur l'histoire initiale de la revue. Il pouvait y avoir des articles consacrés à une femme ou montrant que le monde social n'était pas uniquement composé d'hommes, il n'y avait néanmoins pas d'élan d'ensemble dans la direction de l'histoire des femmes. Il faut souligner combien, ici aussi, mai 1968 a commencé à créer un autre climat.

Un jour, au Comité de rédaction, Michelle Perrot a proposé de consacrer un de nos prochains numéros spéciaux à l'histoire sociale des femmes, avec uniquement des articles de jeunes chercheuses. Par une intention extraordinairement ironique, à l'image d'une période qui jouait beaucoup sur les mots et sur la langue, il a été décidé d'intituler ce numéro « travaux de femmes ». La préparation de ce numéro spécial, dont la décision avait été prise avec ferveur et curiosité, a donné lieu à un intense travail collectif qui a duré près de trois ans. Autour de Michelle Perrot se sont réunies deux femmes qui n'étaient pas féministes : Annie Kriegel qui a joué un rôle actif non pas dans l'écriture de ce numéro mais dans ses choix intellectuels et Madeleine Rebérioux, devenue la directrice de la revue et que ses étudiantes et ses collègues de l'Université de Vincennes poussaient d'abord à enseigner l'histoire des femmes puis à tenir un colloque – hélas jamais publié – sur « Femmes et classe ouvrière ». Les propositions de ce groupe de travail ont fait l'objet d'une grande discussion lors d'un Comité de rédaction, à laquelle les hommes aussi ont participé. Michelle Perrot a également su multiplier les échanges intellectuels entre les auteures présentes pour ce numéro. Donc sa genèse et sa publication ont été un grand moment dans l'histoire de la revue. Depuis lors, l'histoire des femmes est restée une préoccupation constante de la rédaction.

Une fois ce pas franchi, il n'y a pas eu de régression, mais l'évolution n'a pas été rectiligne pour autant. J'en présente ici rapidement quelques éléments. Une revue ne passe pas seulement des articles ou des numéros spéciaux, elle publie aussi des comptes rendus critiques d'ouvrages fran-

çais et étrangers. Les enquêtes de lectorat ont montré que la première chose que les lecteurs lisent dans un numéro, ce sont les comptes rendus de livres. Les secrétariats de rédaction successifs du *Mouvement Social* ont décidé de recenser systématiquement la production scientifique en histoire des femmes et des rapports sociaux de sexe. Cela n'a pas toujours été mené à bien : la revue n'a pas rendu compte de l'*Histoire des femmes en Occident*, dont les responsables pour les XIX^e et XX^e siècles et nombre d'auteurs étaient pourtant membres du Comité de rédaction. Mais dans l'ensemble le cap a été tenu, et la revue a publié énormément de comptes rendus d'ouvrages sur l'histoire des femmes et des rapports masculin-féminin. En particulier, je tiens à souligner l'attention que la revue a portée à la place des femmes dans le travail social et les pratiques du travail social par le biais des comptes rendus d'ouvrages. Nous sommes ainsi, et de longue date, une des très rares revues d'histoire en France à faire état des travaux de recherche sur le travail social et à ne pas les séparer de l'histoire des associations.

Une autre dimension qui mérite d'être évoquée a été la tenue de colloques avec des revues étrangères d'histoire sociale : britanniques (1981), italiennes (1987) ou américaine (de 1983 à 1997). Chaque fois l'histoire des femmes a été un élément fort de ces rencontres internationales où les revues ont confronté leurs expériences d'animatrices de la discipline et le mouvement des historiographies nationales. Dans ce contexte porteur, Michelle Perrot a proposé un second numéro spécial d'histoire des femmes, d'orientation différente du premier, sur « Métiers de femmes ». Il est paru en 1987 et a été bien accueilli.

Cependant notre revue a été lente à aborder les questions du *gender*, d'abord traitées par les historiographies britannique et américaine, puis par une partie de la sociologie et de l'anthropologie françaises. Ce n'est pas faute d'avoir voulu le faire. Mais le volontarisme de revue a ses limites. Je me souviens encore de Michelle Perrot à la fin des années 1980, dans un Comité de rédaction qui devait choisir le thème de la prochaine table ronde avec nos amis américains de la revue *International Labor and Working Class History*, déclarant avec regret : « Impossible de prendre l'histoire sociale du *gender*. Il n'y a pratiquement personne en France qui

travaille vraiment dessus ».

Si nous avons avancé dans ce domaine, cela a donc été avec difficulté et par des voies qui méritent d'être exposées ici. L'une d'elles a été d'accueillir des contributions d'historiennes étrangères qui avaient parcouru le chemin scientifique nécessaire. Un jour, une Américaine, Bonnie Gordon, nous a soumis un article sur une maladie professionnelle : la nécrose phosphorée de la mâchoire chez les ouvrières françaises des allumettes à la fin du XIX^e siècle et sur la lutte que ces femmes avaient menée, y compris vis-à-vis des hommes qui dominaient l'opinion publique, non seulement pour que leur entreprise assume ses responsabilités, mais encore pour que le produit soit changé de manière à éradiquer les sources mêmes de la maladie. À l'origine, c'était un article souvent technique, destiné à résumer pour un public de langue française une thèse de doctorat qui venait d'être publiée chez un petit éditeur américain. À la suite des discussions que nous avons eues au sein du Comité de rédaction sur la nécessité d'avancer dans l'histoire du *gender*, nous avons mené avec l'auteure un dialogue suivi pour qu'elle modifie son texte de manière à lui donner toute l'ampleur qu'il contenait potentiellement. L'article ainsi transformé a été publié dans le numéro de juillet-septembre 1993. Ce processus de transformation et le contenu final élaboré par l'auteure en ont fait l'un des articles qui ont le plus rendu la rédaction heureuse car il répondait vraiment à l'objectif d'entrer dans l'histoire du *gender* que nous nous étions fixé mais que nous n'étions pas en mesure de réaliser par nos forces nationales. Un article comme celui-là m'amène à souligner qu'une revue, ce n'est pas seulement la résolution d'une série de difficultés ou l'épuisante tenue d'un rôle scientifique et culturel des plus classiques, c'est aussi l'obtention d'intenses moments de plaisir lorsque le produit final se révèle satisfaisant. De surcroît, l'article de Bonnie Gordon avait l'avantage de montrer comment la perspective du *gender* pouvait renouveler un thème pour lequel un numéro spécial de notre revue, dirigé par Alain Cottereau, sur « L'usure au travail » avait été pionnier en 1983, notamment en mettant l'accent sur la dimension sexuée de la gestion par les salariés de leur propre vie de travail.

L'intervention de la rédaction ne s'est pas arrêtée là. Nous avons déci-

dé de récupérer un texte non publié d'une autre historienne américaine, Laura Downs, sur les surintendantes d'usine, qui circulait parmi les spécialistes depuis plusieurs années et d'offrir à son auteure de le remanier considérablement et de le publier en français. Cet article avait aussi l'avantage de montrer comment la perspective du *gender* pouvait être multiforme, car son approche était pour le moins différente de celle prônée par Joan Scott, et d'offrir sur le même objet – les surintendantes – un regard autre que celui du brillant livre d'histoire sociale classique de l'historienne française Annie Fourcaut, *Femmes à l'usine*, qui l'avait devancée.

Enfin nous avons choisi de titrer en couverture la ministructure constituée par les articles de B. Gordon et L. Downs « Images des femmes et transformation de l'usine ». Nous souhaitions ainsi suggérer d'une part la combinaison possible entre histoire du *gender*, histoire culturelle et histoire de l'entreprise et d'autre part les liens entre ce que l'on commençait à appeler les représentations et les dynamiques du capitalisme. De même, notre revue a publié un vigoureux article de l'historienne allemande Karen Hagemann sur l'obtention par les femmes du droit de vote dans l'Allemagne de 1918-1919, qui montrait une dimension essentielle – bien que souvent occultée – des révolutions allemandes et insistait sur les multiples résistances que la revendication des femmes avait rencontrées chez les hommes actifs dans le mouvement ouvrier allemand.

Nous avons également utilisé les propositions d'articles étrangers pour stimuler la controverse scientifique. Nous avons reçu un article d'un historien américain, Steven Zdatny, sur un sujet typique de *gender*, l'introduction de la coupe de cheveux à la garçonne de 1900 à 1918. Cet article novateur était sous-tendu par la volonté de répondre aux thèses devenues dominantes dans l'historiographie américaine, notamment celles de Joan Scott, en revenant à un cheminement d'histoire sociale « pure ». Françoise Thébaud, membre du Comité de rédaction, a proposé que cet article soit accepté, mais que la revue lui donne un compagnon, en demandant à un disciple de Joan Scott spécialiste de la même période, Mary Louise Roberts, d'écrire une réponse publiée conjointement. L'article de combat de Zdatny a été ainsi accompagné d'une réplique ironique et cinglante déconstruisant les données apportées et proposant une interprétation

alternative. Nous avons eu alors dans ce numéro un véritable espace de débat, qui a été pour la rédaction un nouveau moment de bonheur, dont elle espère que les lecteurs ont partagé l'élan.

Une autre voie que notre revue a empruntée a été de publier des articles sur le syndicalisme féminin chrétien dans l'entre-deux-guerres en France. La Française Christine Bard et la Québécoise Jocelyne Chabot ont montré que le syndicalisme féminin séparé au sein d'un syndicalisme considéré – depuis la thèse d'État de Michel Launay – comme parfaitement conformiste et sage, celui de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, avait été en fait pour partie un des cadres d'affirmation, de promotion, d'émancipation des femmes.

Une voie supplémentaire que la revue a suivie a été de consacrer par principe au moins un article d'une histoire des femmes étendue à celle des rapports sociaux de sexe au sein de numéros spéciaux voués à de grands thèmes généraux. Ainsi le numéro paru en 1997 sur France-Belgique contient-il un article des historiennes belges Éliane Gubin, Valérie Piette et Catherine Jacques sur l'évolution de la place des femmes en Belgique. De même, lorsque a été prise la décision, fort novatrice à l'époque, de préparer un numéro spécial sur l'histoire sociale de la Résistance, à l'instigation d'Antoine Prost, qui a ensuite dirigé le numéro, il allait de soi qu'il fallait un article sur les résistantes, bien que ce soit un sujet extrêmement difficile et que l'*Histoire des femmes en Occident* dans son dernier tome n'ait abordé, et encore avec modestie, que les femmes sous Vichy. Claire Andrieu a vaillamment relevé le défi. J'ajoute que ce numéro spécial de 1997 a été une des meilleures ventes de la revue après « Travaux de femmes » et aussi un numéro de 1984, préparé par l'ethnologue Noëlle Gérôme, « Images des familles », qui a été immédiatement épuisé à sa sortie, ce qui l'a paradoxalement empêché d'avoir le retentissement et l'impact sur l'histoire des femmes (hors de laquelle il avait été conçu) qu'il méritait à coup sûr.

Mais, dira-t-on, quand votre revue s'est-elle vraiment mise à l'heure du *gender*? Seulement dans un numéro spécial de janvier-mars 2002, intitulé « Féminin et masculin » et dirigé par Anne-Marie Sohn. Je le dis sincèrement et sans complexe : ce n'était pas du tout le projet qu'elle avait pré-

paré et nous avait apporté. Celui-ci était centré sur la diversité des approches de l'histoire des femmes. Le Comité de rédaction lui a demandé tout autre chose : un numéro sur les relations entre féminin et masculin dans un espace international. Anne-Marie Sohn a accepté cette mission avec bravoure. Nous croyons qu'elle a tenu la gageure. Ainsi le masculin a-t-il fait son entrée dans les pages du *Mouvement Social* par le biais de ce numéro. De même, ce numéro, en parlant de la diffusion du rapport Kinsey en France, abordait-il enfin la question des homosexualités. Michelle Perrot avait regretté deux ans plus tôt à l'émission de radio « Les lundis de l'histoire » que la revue n'ait pas encore pris en charge cette dimension du *gender*. Elle avait raison. Nous y sommes revenus deux numéros plus tard, dans le n° 200 de la revue (juillet-septembre 2002), consacré à « L'histoire sociale en mouvement », où l'historien suisse Philipp Sarrasin a donné son point de vue sur l'histoire sociale de la sexualité.

Bien entendu, il faut mettre en relation cette évolution du contenu de la revue en faveur de l'histoire des femmes et du *gender* avec l'évolution de son public et avec les modifications successives que la revue a apportées à son organisation.

Le lectorat d'abord a en même temps grandi et changé. Notre revue depuis plusieurs années tire à 1 500 exemplaires. 1 000 de ceux-ci vont aux abonnés. Sur ces 1 000 abonnés, plus de 60 % sont hors de France, les groupes les plus nombreux se situant aux États-Unis et au Japon. Les lecteurs français abonnés ne représentent donc qu'une minorité, il faut le reconnaître avec netteté. Pour une revue qui était à l'origine destinée pour une grande part à des professeurs de l'enseignement secondaire, des syndicalistes, des militants politiques, il y a donc eu un considérable changement de public. Nos abonnés sont devenus en majorité des institutions, au premier chef des bibliothèques universitaires, et nos lecteurs individuels des praticiens de la photocopie. Le constat est cruel. Seuls les numéros spéciaux ont une vente significative – et longue – en librairie. Autrement dit, l'accroissement du caractère scientifique de l'histoire sociale impulsé par notre revue en France a été payé d'une rupture du contact direct avec les acteurs et actrices des mouvements sociaux français,

et a en revanche rendu la rédaction plus sensible aux intérêts des lecteurs étrangers.

L'apparition d'Internet est-elle susceptible de renouveler l'audience de la revue ? Le débat est ouvert. Sur le site du Maitron que j'ai mentionné plus haut, notre revue offre un certain nombre de services aux internautes : la table des matières complète depuis 1960 en ce qui concerne les articles et les comptes rendus d'ouvrages ; le texte des comptes rendus d'ouvrages récents avant leur parution dans les colonnes de la revue, de manière à réduire les délais de circulation de l'analyse critique qui sont une des principales plaies dont souffrent les revues françaises ; les résumés anglais et français des articles récents ; quelques sommaires prévisionnels ; les tarifs d'abonnement et de vente au numéro. En revanche, nous avons dû admettre que ni notre éditeur, les Éditions de l'Atelier, auquel la revue reste fidèle depuis ses débuts, ni l'association propriétaire de la revue n'ont actuellement les moyens humains, financiers et juridiques d'offrir une édition en ligne de la revue. Nous ne pouvons même pas, pour le moment, recueillir des abonnements par Internet ou vendre en ligne des tirés à part électroniques des articles. Nous n'avons pas encore les moyens d'ouvrir un forum de discussion avec les lectrices et les lecteurs. Plutôt que d'investir lourdement dans le passage à une revue totalement dématérialisée, il nous a semblé plus réaliste et plus efficace d'accroître étape par étape la gamme des services proposés aux lecteurs. En étant très attentifs aux évolutions en la matière accomplies par les revues étrangères, nous espérons qu'Internet diversifie notre public et accroisse la consultation de notre revue par des chercheurs qui jusque-là n'en avaient pas l'usage.

La revue est organisée depuis 1969 en un Comité de rédaction qui prend les décisions de fond et un secrétariat de rédaction qui en assure l'exécution, veille à la sélection des articles, recueille les comptes rendus d'ouvrages comme les informations et initiatives, entretient les indispensables relations étroites avec l'éditeur pour la fabrication et la diffusion de la revue comme pour le recueil des subventions publiques. La revue comporte, notamment par rapport à ses homologues françaises, un nombre significatif de femmes aussi bien dans le Comité de rédaction que dans le secrétariat. Il varie selon les périodes entre la moitié et le tiers des effectifs.

À la suite d'un vif débat interne sur les moyens d'être plus réactifs, la revue a apporté en 1996-1997 une série de modifications à ses structures. Un Comité éditorial a été créé au sein du Comité de rédaction, regroupant les personnes les plus impliquées dans la démarche de la revue. Trois étrangers ont été élus dans le Comité éditorial. Cet effort est frappant par rapport aux autres revues françaises d'histoire. Si ces collègues étrangers ne sont que trois et tous des Européens, c'est dû uniquement à des considérations financières. Parmi eux, depuis deux ans, une femme, une Italienne, Maria Malatesta, qui a changé de sujet de recherche ces dernières années et travaille désormais sur les relations féminin-masculin. Nos Européens ont apporté à la revue un foisonnement d'idées, d'ouvertures, de suggestions. L'expérience se révèle fort positive. Enfin le Comité de rédaction et souvent le secrétariat comportent des membres d'autres disciplines que l'histoire, avec des variations selon les périodes. Nous avons des sociologues et des économistes parmi nous depuis longtemps. Il fut un temps où nous avons eu des ethnologues. Nous avons choisi depuis peu d'accueillir un politiste, qui apporte à notre revue des réflexions venues de territoires de recherche jusqu'ici peu fréquentés par l'histoire sociale pratiquée et lue en France.

Me permettra-t-on une dernière observation ? La lecture d'une part de l'histoire des sciences et d'autre part des revues étrangères nous a incités, dans le cadre de la rectification de tir de 1996-1997 à laquelle je viens de faire allusion, à créer une rubrique qui est destinée à débattre, en principe une fois par an, autour d'un livre considéré comme marquant. La première controverse a porté en 1998 sur le livre de Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*. Au passage, je voudrais dire, à titre purement personnel, que ce livre ne fait pas toute la place nécessaire aux apports de fond et de méthode de l'histoire des femmes, puis du *gender*. Celle de 1999 a été consacrée, à partir d'une journée de travail qui s'était tenue à l'École des Hautes Études, au livre dirigé par Cécile Dauphin et Arlette Farge, *De la violence et des femmes*. Croisant anthropologie sociale, sociologie et histoire, elle a permis à la revue de se faire l'écho de directions nouvelles que l'histoire du *gender* connaît depuis peu de temps. La troisième en 2002 a réuni des historiens italiens et français autour du livre

neuf et poétique d'Annette Becker et Stéphanie Audoin-Rouzeau, *Retrouver la guerre*. Le sens à donner aux rapports sociaux de sexe par temps de guerre, à la souffrance, derechef à la violence, au récit et à la mémoire constitue l'interrogation récurrente de ce débat. Par cette nouvelle rubrique, la revue espère ouvrir un espace de dialogue sans concessions dont plusieurs de ses membres français ressentaient le besoin et souhaite que de la reconnaissance des contradictions surgissent des avancées.

On comprend pourquoi *Le Mouvement Social* a des raisons de fond de souhaiter longue vie à la revue *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*. Nous avons tous besoin des remises en cause et des innovations que cette revue apporte. Quant à nous, je crois avoir suffisamment présenté nos cheminement et, à l'occasion, nos difficultés pour convaincre ceux qui lisent ce texte que notre revue ne se repose pas sur ses lauriers. Par conséquent, elle peut faire mieux. Elle pourrait même avoir davantage d'abonnés... Mais qu'on nous fasse tout de même la confiance de penser que *Le Mouvement Social* continuera, dans le choix de ses articles et comptes rendus de livres, à faire de l'histoire des femmes et du *gender* (dont il a été en France un pionnier) une priorité !

Bibliographie

- BOURDÉ, Guy et WINOCK, Michel, « Numéro cent », *Le Mouvement Social*, juillet-septembre 1977.
- REBÉRIOUX, Madeleine, « Nos priorités », *Le Mouvement Social*, juillet-septembre 1980, pp. 3-4.
- FRIDENSON, Patrick, « Portrait du *Mouvement Social* à trente ans », *Le Mouvement Social*, avril-juin 1990, pp. 3-10.
- , « Notre nouvelle place dans l'atelier de l'histoire sociale et culturelle », *Le Mouvement Social*, juillet-septembre 2002, pp. 3-10.